



## **Le 21 juin : Contre l'austérité Pour une autre gouvernance économique européenne**

La CFDT, la CGT, l'UNSA, membres de la Confédération européenne des syndicats (CES), s'inscrivent dans la journée de mobilisation et d'information européenne et nationale, du 21 juin prochain, décidée par la CES. Le but de cette journée est de réaffirmer, à la veille du Conseil européen du 24 juin, que nous sommes « *Contre l'austérité et contre le type de gouvernance économique que l'Union européenne veut imposer aux travailleuses et aux travailleurs en Europe* ». Le message des syndicats européens est clair : Gouverner l'Europe, c'est renforcer son modèle social et non l'attaquer.

Le 12<sup>ème</sup> congrès de la CES qui s'est tenu à Athènes du 16 au 19 mai dernier, a condamné fermement les décisions prises par les Etats membres et les institutions européennes en matière de gouvernance économique et, plus particulièrement le Pacte euro-plus. Ce dernier ouvre la porte à des attaques sur les salaires, la protection sociale et l'autonomie de négociation des partenaires sociaux.

La CFDT, la CGT, l'UNSA décident d'interpeller les autorités françaises et les eurodéputés français sur les risques que les orientations actuelles en matière de gouvernance économique font courir à la cohésion économique et sociale. Elles vont diffuser à cette occasion un tract aux salariés sur le territoire national et leurs organisations régionales seront présentes le 21 juin à Luxembourg.

Avec la CES, nous militons pour une gouvernance européenne qui œuvre en faveur d'une Europe plus sociale et solidaire pour tous les citoyens, les jeunes en particulier. La coordination des politiques économiques des différents états membres est indispensable, notamment au sein de la zone euro. Aussi, la gouvernance économique responsable, que nous préconisons, doit être axée sur un développement économique créateur d'emplois stables et de qualité, la promotion de la formation pour tous, des salaires décents, ainsi qu'une protection sociale forte. Le pouvoir d'achat, le niveau des salaires et l'accès à des services sociaux de qualité doivent être défendus et assurés.

Avec la CES, la CFDT, la CGT, l'UNSA revendiquent :

- l'autonomie des partenaires sociaux dans le champ de la négociation collective et particulièrement en ce qui concerne les salaires et la négociation salariale ;
- le développement du dialogue social notamment dans l'élaboration des politiques économiques européennes ;
- une réduction graduelle des déficits publics respectant les capacités d'investissement en faveur d'un développement économique durable ;
- une gouvernance économique européenne incluant une harmonisation de l'assiette fiscale avec un taux d'imposition minimum pour les entreprises ;
- la mise en place d'euro-obligations (Eurobonds) pour financer des investissements dans les projets et les réseaux d'infrastructures et de développement européen ;

Contact presse : Patricia REJNERO

**01 48 18 88 58 / 06 75 07 89 84 - fax : 01 48 18 88 90**

[rejnero@unsa.org](mailto:rejnero@unsa.org)